

gestuurd en vooral ingezet tegen de Ottomaanse troepen. Maar hun arbeiders bleven tot in 1919 in West-Vlaanderen. Dendooven slaagt er in door zijn bronnenonderzoek het perspectief “van onderuit” uit de doeken te doen. Ook al ging het om deelnemers aan deze oorlog die niet geacht werden om inzicht te hebben, laat staan dit op papier te zetten. Daaruit blijkt dat de Indische soldaten beseften dat ze van lager allooi werden geacht dan de soldaten met een witte huid. Stonden de Indische oud-strijders nadien op de bres voor verandering in hun thuisland? Dat is helaas moeilijk op te sporen. Feit is dat ook regionale ‘stam’-bewustzijn in Indië werd versterkt door deze ervaringen. In Naga-land bijvoorbeeld, en in Mizoram.

Lokale politici in de herkomstgebieden in Azië hoopten dat deze inzet van hun mannen aan het front een argument kon vormen ten aanzien van Londen. Ze wilden het prestige van hun land opkrikken en zo sterker staan. Indiërs hoopten onder meer op toegenomen intern zelfbestuur als beloning voor deze inzet. Feit is dat Indië en China vertegenwoordigd waren op de vredesconferentie in Parijs in 1919. Maar was dit als volwaardige naties? Volstrekt niet. Was er echt een acceleratie van de dekolonisatie onder impuls van deze mensen? Daar lijkt het toch wel op. Maar ‘ontvoogding’ is ook te vinden op andere vlakken. De Indiërs ervoeren plots dat de kaste-verschillen en de kloven die bestonden tussen Moslims, Sikhs en Hindoes, niet werden gehandhaafd op Europese bodem. Bovendien zagen ze blanke burgers het werk doen wat in hun vaderland slechts was weggelegd voor de “onaanraakbaren” van de laagste kaste. Het zelfbewustzijn van deze mensen – maar ook hun relativiseringsvermogen – leek over het algemeen toe te nemen door hun ervaringen in Europa; zoals blijkt uit diverse aanwijzingen in de bronnen die Dendooven kon opspitten. Hij focust daarbij ook op de ervaringen van de Indiërs die in Duitse krijgsgevangenschap raakten.

Heel belangrijk is dat hij de lokale bevolking uitdrukkelijk in zijn analyse betreft. Ook die mensen hadden immers een nieuwe en ‘vernieuwende’ ervaring dankzij de confrontatie met deze mannen uit het verre Azië. Daarbij valt uit deze burger-bronnen te distilleren dat zij de Indiërs als veel vriendelijker en toegankelijker ervoerden en de Chinezen daarentegen diep wantrouwden. Geruchten over misdrijven en andere slechte ervaringen deden heel snel de ronde in het achterland van het front en – na de wapenstilstand – in heel de vroegere gevechtszone.

En toch... In Indië en Pakistan werden nadien scholen opgericht door veteranen. Zelfs meisjes-scholen! Dat feit is veelbetekenend. De oorlogservaring zette een en ander in beweging. Dankzij dit grensverleggende boek hebben we eindelijk enig zicht daarop.

Luc Vandeweyer

FABRICE MAERTEN (ED.)

*Papy était-il un héros? Sur les traces des hommes et des femmes dans la Résistance pendant la Seconde Guerre mondiale*  
Bruxelles, Racine, 2019, 352 p.

En Belgique comme en France, l’historiographie de la Résistance connaît depuis de nombreuses années un très profond renouvellement. Phénomène éminemment politique et collectif de lutte contre l’occupant allemand et ses collaborateurs, il est appréhendé dans ses dimensions sociales et culturelles, avec une perspective transnationale, par le prisme des logiques répressives ou, à l’échelle des groupes et des individus, à travers la question du genre ou en étudiant les ressorts de l’engagement<sup>6</sup>. Par ailleurs, l’intérêt croissant pour les parcours personnels, tantôt mémoriel et familial, tantôt historique et prosopographique, se traduit par la multiplication de productions éditoriales spécifiques, dictionnaires et guides de recherche<sup>7</sup>. *Papy était-il un héros?* se situe à la

6. Deux ouvrages de synthèse l’illustrent. Pour la Belgique: PAUL ARON ET JOSÉ GOTOVITCH (éds), *Dictionnaire de la Seconde Guerre mondiale en Belgique*, Bruxelles, 2008 et pour la France: François Marcot [éd], *Dictionnaire historique de la Résistance*, Paris, 2006.

7. Pour la France, mentionnons deux projets éditoriaux récents: LAURENT THIERY (éd.), *Le livre des 9000 déportés de France à Mittelbau-Dora*, Paris, 2020 et FABRICE BOURRÉE, *Retracer le parcours d’un résistant. Guide d’orientation dans les fonds d’archives*, Paris, 2020.

croisée de ces deux genres en proposant à la fois une synthèse historique et une aide pratique pour qui tente de se lancer « sur les traces des hommes et des femmes dans la Résistance pendant la Seconde Guerre mondiale ». L'ouvrage dirigé par Fabrice Maerten, historien au Centre d'études et de documentation guerre et sociétés contemporaines des Archives de l'État (CegeSoma), qui en a rédigé l'essentiel, est composé de deux parties bien distinctes. La première, « La Résistance : entre histoire et mémoire », revient d'abord sur les représentations mémorielles de la Résistance depuis la période de la Libération (Nico Wouters, directeur du CegeSoma), avant de proposer un panorama historique des groupes, des formes d'action et des spécificités de la lutte clandestine en Belgique. Un chapitre sur l'économie morale de la reconnaissance mise en œuvre dans les années d'après-guerre complète cette partie. La seconde partie, la plus dense et aussi la plus technique, oriente le lecteur « Au fil des archives » dans les méandres des différents fonds disponibles, qu'ils portent directement sur des faits de résistance ou qu'ils soient susceptibles de les évoquer. La simplicité de la présentation, qui lie étroitement approche historique et aide à la recherche, la présence d'une bibliographie thématique, d'une chronologie et d'un index croisé (noms, groupes de résistance, associations, lieux) en font un outil de travail particulièrement agréable à manier et à explorer.

Un peu comme en France, mais avec des spécificités propres à la situation de la Belgique, la Résistance a été très rapidement réduite à des représentations négatives (inutilité, criminalisation, opportunisme des « résistants de la dernière heure », etc.). Nico Wouters décrit à cet égard une dévalorisation de l'image de la Résistance qui n'est pas sans rappeler l'analyse proposée par l'historien français Pierre Laborie<sup>8</sup>. N. Wouters évoque en effet une « Résistance orpheline » (p. 18), à la fois démobilisée par le gouvernement Pierlot, associée aux violences de la fin de la guerre et de l'épuration, divisée sur la question de la reconnaissance et des

statuts, fracturée politiquement par les débuts de la Guerre froide. Les enjeux régionalistes et linguistiques, la Question royale ou les représentations du passé opposant schématiquement Résistance et collaboration ajoutent à cette image dégradée. Une mémoire de faible intensité, donc, traversée par l'antagonisme mémoriel entre une Flandre perçue comme conservatrice et fascisante et une Wallonie vue comme francophone et démocratique. Dans ce contexte qui perdure jusque dans les années 1990, les récits sur la Résistance demeurent très cloisonnés et normés, en dépit des avancées de la connaissance portées par les historiens impliqués dans le Centre de recherches et d'études historiques de la Seconde Guerre mondiale créé en 1967.

Il revient justement à Fabrice Maerten de dresser le portrait de la Résistance belge entre 1940 et 1944. Elle est formée de trois principaux noyaux socio-politiques : la petite et moyenne bourgeoisie patriote et francophone, le milieu des partisans de la lutte antifasciste, socialistes puis communistes après juin 1941, des cercles militaires plus traditionnels, belgicistes et nationalistes, hostiles à l'occupant allemand. Plusieurs facteurs contribuent au développement de la lutte clandestine, dont le souvenir très présent de la Grande Guerre et de l'occupation allemande entre 1914 et 1918 n'est pas le moindre avec une première expérience de la clandestinité réactivée en 1940. En 1942 et 1943 ce sont cependant les persécutions antisémites, le travail obligatoire en Allemagne et l'intensification de la répression qui entraînent le développement de formes de résistance bien connues : presse clandestine, réseaux de renseignement, filières et chaînes d'évasion, aide aux persécutés et aux illégaux puis progressivement, guérilla et lutte armée. Au-delà de cette présentation organisationnelle, où l'on retrouve les courants politiques modérés et patriotiques, comme l'Armée de la Libération, communistes avec le Front de l'Indépendance, ou plus militaires à l'image de l'Armée secrète, Fabrice Maerten s'intéresse aussi aux liens de la Résistance avec la

8. PIERRE LABORIE, « Opinion et représentations : la Libération et la construction de l'image de la Résistance » in *Les Français des années troubles*, Paris, 2003, p. 245-263.

société, à l'enracinement social nécessaire à son développement et à sa survie.

Dans l'immédiat après-guerre, seul le statut de résistant civil créé par un arrêté-loi du 24 décembre 1946 permet de prendre en compte cette dimension particulière de la lutte clandestine. Il propose en effet une forme de définition sociale en reconnaissant « les mérites de ceux qui se sont battus sans arme », à l'exemple de l'« aide apportée à toute personne recherchée par l'ennemi, pour toute autre raison qu'une infraction de droit commun » (p. 91). On pense évidemment aux gestes de solidarité, hébergement d'aviateurs abattus ou de personnes persécutées. En 2018, plus de 10000 personnes sont concernées par ce statut tandis que près de 141000 personnes sont reconnues comme appartenant à des groupes de résistance armée. En parcourant l'ensemble des statuts élaborés par les autorités belges après la Libération, Fabrice Maerten montre aussi les limites d'une économie de la reconnaissance qui repose sur des critères essentiellement administratifs et militaires et qui reste fondée sur le caractère déclaratif voire sur l'entre-soi des associations d'anciens résistants.

Les dossiers des statuts forment une partie importante des fonds d'archives décrits dans la seconde partie de l'ouvrage. Fabrice Maerten distingue judicieusement quatre contextes de production différents, en Belgique et à l'étranger : les documents produits sous l'Occupation, les dossiers de l'économie de la

reconnaissance et des organisations de résistance, les archives judiciaires et professionnelles, enfin les fonds mémoriels et historiques parmi lesquels les corpus des mémoires et des sources orales. Chaque fond, chaque collection ou chaque centre d'archives fait l'objet d'une fiche descriptive organisée autour de quatre questions simples : qui ? quoi ? où ? comment ? Elles permettent au lecteur d'accéder très facilement au contenu, au lieu de conservation ainsi qu'aux modalités de consultation. La présentation détaillée et nuancée des différents fonds d'archives, de leurs producteurs, de leurs intentions originelles, de leurs objectifs et de leurs biais est particulièrement bienvenue. Elle rejoint l'idée forte formulée en 1997 par l'historien français François Marcot : « On ne saurait s'abriter derrière la nature des archives disponibles pour définir la Résistance, et en ce domaine comme en tout autre, il ne saurait y avoir de tyrannie des archives et de documents qui parleraient tout seuls. Si l'histoire est faite à partir de sources, elle est écrite par les historiens, responsables des concepts qu'ils utilisent. Ce n'est ni à la police française ou allemande, ni à l'administration ou aux offices des anciens combattants, ni aux associations de dire qui est résistant et qui ne l'est pas. C'est aux historiens »<sup>9</sup>. Amateurs comme professionnels, les historiens trouveront ainsi dans cet ouvrage agréable à lire un instrument de travail critique, méthodologique et épistémologique des plus précieux.

**Cécile Vast**

9. FRANÇOIS MARCOT, « Pour une sociologie de la Résistance : intentionnalité et fonctionnalité » in *Le Mouvement social*, n°180, 1997, p. 21-41 ; p. 41.